

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
FLORA MACDONALD,
DEVANT LE MEN'S CANADIAN CLUB,
À VANCOUVER, C.B.
LE 13 SEPTEMBRE 1979 À 12 H 15

(TRADUCTION)

Merci, monsieur le Président,

Les affaires extérieures n'intéressent pas que le Gouvernement du Canada. Elles sont importantes pour chacun de nous, puisqu'elles influencent la vie quotidienne de chaque Canadien. S'il est vrai que "nul homme n'est une île", aucun citoyen ne saurait échapper à ce qui se passe autour de lui. Et je ne parle pas seulement ici des grands problèmes internationaux comme les guerres et le prix du pétrole arabe. Chacun de nous est influencé de mille et une manières dans sa vie de tous les jours.

La plupart d'entre vous êtes allés au travail aujourd'hui dans une voiture qui a été fabriquée au Canada - ou du moins en partie - aux termes du Pacte canado-américain de l'automobile, ou qui a été importée de l'étranger en vertu d'accords commerciaux qui nous lient au pays qui l'a fabriquée. Je suis venue par avion, et le trajet s'est fait sans incident grâce à un système de contrôle du trafic aérien qui est le fruit d'une coopération et d'une entente internationales attentives au moindre détail. C'est un accord international qui a octroyé la fréquence de la station radiophonique que vous avez captée en venant au bureau. Vous avez peut-être un téléviseur japonais ou un costume de fabrication anglaise; vous avez peut-être un faible pour le vin français ou le goût de vacances à Hawaï ou au Mexique. Vous faites peut-être des affaires dans les domaines de la navigation, de l'industrie forestière ou minière, des finances ou de l'édition. Vous voulez peut-être contacter par téléphone un ami de Seattle ou écrire à des parents en Europe. Eh bien rien de tout cela n'est possible sans participer aux affaires extérieures! Peu importe que vous ayez jamais suivi de près la politique étrangère du Canada. Que cela vous plaise ou non, elle vous touche directement et, à moins d'être dépourvu de toute curiosité intellectuelle, vous ne pouvez manquer d'avoir des opinions.

J'en sais quelque chose. Depuis que je suis député, j'anime chaque semaine une tribune téléphonique sur les ondes d'une station de Kingston. C'est l'un des meilleurs moyens que je connaisse pour rester en contact avec le public. J'ai été fascinée de voir comment l'émission s'est transformée depuis que je suis devenue secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Avant mon entrée en fonctions, il n'y avait pratiquement pas de questions ou de commentaires sur la politique étrangère, alors qu'aujourd'hui nous passons la plus grande partie de notre temps à en parler. Les connaissances et l'intérêt étaient là -- il suffisait de les stimuler.

C'est le rôle du gouvernement, et plus spécifiquement le mien, d'utiliser les ressources que nous accorde le Parlement pour promouvoir les intérêts des

Canadiens dans nos relations avec les pays étrangers. Nous entendons souvent dire que le Canada a une politique étrangère non partisane, et que le Gouvernement et l'Opposition ont sensiblement la même perception des problèmes. Je suppose qu'il en est ainsi parce que nous avons tous à peu près la même idée de ce que veulent les Canadiens dans les relations avec l'étranger, des avantages qu'ils veulent obtenir et de ce qu'ils sont prêts à fournir comme aide à la communauté internationale. Nous avons évidemment certains points de vue différents, mais nous avons également beaucoup en commun.

Le gouvernement n'a toutefois pas l'intention de suivre aveuglément la voie tracée par ses prédécesseurs. Nous avons la possibilité et la responsabilité de revoir l'orientation de notre politique étrangère de façon à nous assurer que nous servons au mieux les intérêts des Canadiens. Avant de m'engager plus avant sur ce point, j'aimerais mentionner un autre facteur important dont nous devons tenir compte lors de l'élaboration et de l'application de notre politique étrangère: le Canada joue maintenant un rôle de premier plan sur la scène internationale; il n'est plus simplement un membre secondaire de l'Empire britannique ou une société pionnière vivant à l'ombre et sous l'influence de son voisin américain.

Selon presque n'importe quel critère, le Canada se classe au rang des grands. Son économie est l'une des plus importantes du monde et nous sommes une grande nation commerçante. Son produit national brut le place au neuvième rang des quelque 150 États indépendants du monde, et au septième rang des pays du monde libre. Ses échanges représentent 5 p. cent de l'ensemble du commerce mondial. Il est donc naturel que le Canada soit membre du Groupe des sept grands pays industrialisés et qu'il ait été invité au Sommet de Tokyo à titre de partenaire à part entière. De par sa superficie et son emplacement stratégique, le Canada a une importance et une influence particulières en ce qui concerne la sécurité de l'Occident. Notre programme d'aide - le huitième en importance dans le monde - est aussi important que celui des États-Unis dans certaines régions comme l'Afrique sub-saharienne. Notre héritage britannique et français nous permet d'établir des liens privilégiés avec le Commonwealth et la Francophonie, deux groupements qui favorisent la compréhension entre pays industrialisés et en développement. La visite que j'ai récemment effectuée au Cameroun, en Zambie et en Tanzanie m'a permis de constater la haute estime dans laquelle le Canada est tenu et le rôle très utile qu'il peut jouer dans cette région du monde. Il faut

rappeler que le Canada a été l'une des cinq puissances occidentales du Conseil de sécurité qui se sont efforcées de trouver une solution à la crise namibienne et qu'il a agi à titre de coprésident des récentes rencontres Nord-Sud sur le développement international tenues à Paris. Il a également joué un rôle de premier plan en ce qui concerne la solution de problèmes aussi complexes que le droit de la mer et le contrôle de la prolifération nucléaire.

Si j'évoque tout cela, c'est pour souligner que notre activité internationale touche non seulement les Canadiens mais, à un moindre degré, des millions d'autres êtres humains.

Il s'agit là d'une très lourde responsabilité, et d'une responsabilité à laquelle je n'ai pas l'intention de me dérober. Mais dans un sens, je veux la partager avec vous plus que cela n'a jamais été le cas. À titre de ministre du gouvernement du Canada, je suis assistée de nombre de conseillers intelligents, dévoués, et à la formation solide. Ils m'apportent le fruit de leur expérience, de leurs études et de leur application. Mais ils ne peuvent me donner un bon aperçu de ce que pensent les Canadiens.

Si nous devons réexaminer notre politique étrangère - et je suis décidée à le faire - et si nous nous engageons comme gouvernement à être plus ouverts et attentifs aux opinions des citoyens, nous vous demanderons de nous aider à fixer l'orientation du Canada sur la scène internationale.

Dans une certaine mesure, le gouvernement lui-même peut aider à faciliter la participation du public à ce processus. Et pour vous prouver que nous tenons vraiment à cet objectif, permettez-moi de vous donner un exemple concret de ce que nous avons fait dans le cas d'une question importante, à savoir celle des réfugiés de la mer.

Dès le début de mon mandat, j'ai compris que la situation des réfugiés de la mer en Asie du Sud-Est commandait que nous agissions sur deux plans différents. D'abord sur le plan politique. Pour le nouveau gouvernement - comme pour tous les Canadiens, j'en suis sûre -, il était tout simplement intolérable que le Gouvernement du Vietnam poursuive délibérément une politique d'expulsion de centaines de milliers de ses propres citoyens. Vous vous souvenez sans doute que pendant des années le Canada a entretenu de bonnes relations avec le gouvernement d'Hanoi. Tout au long de la guerre entre le Vietnam et les États-Unis, nous n'avons pas pris parti. Hanoi a reconnu et apprécié notre position modérée.

Cependant, étant donné la politique de violation des droits de la personne adoptée récemment par le Vietnam, nous avons suspendu nos programmes d'aide à ce pays. Je me suis personnellement entretenue avec les représentants de ce gouvernement à Ottawa et à l'étranger, et je leur ai bien fait comprendre que la bonne entente entre nos deux peuples est sérieusement compromise par leur action. À la Conférence de Genève sur les réfugiés, j'ai exhorté tous les autres gouvernements à exercer tous les moyens de pression possibles pour détourner les Vietnamiens de leur objectif inhumain. Et sans vouloir m'en attribuer un seul instant tout le mérite, les démarches qu'a effectuées le Canada, de concert avec celles de plusieurs autres pays, ont au moins entraîné une modification temporaire des politiques du Vietnam. Le flux des réfugiés de la mer a été endigué et les départs illégaux ont été contrôlés. Seul le gouvernement pouvait lancer ce genre d'appel à une pareille tribune. Bien sûr, nous n'aurions pu adopter une position aussi ferme si nous n'avions été assurés de l'appui de la population canadienne.

Sur le plan humanitaire, il fallait trouver une solution au sort tragique de ces déracinés qui ont désespérément besoin d'un toit. Les pays où ils se sont réfugiés sont dépassés par les problèmes qu'a causés leur afflux, et il est illusoire d'espérer qu'ils continueront à leur accorder refuge sans avoir l'assurance que d'autres pays leur permettront de s'installer chez eux en permanence. Les nations comme le Canada doivent jouer le rôle d'une soupape de sûreté pour empêcher que ne meurent des centaines de milliers d'autres personnes. Le Canada n'avait pas d'autre choix que d'accepter d'accueillir des réfugiés. En tout cas, nous n'avions pas le choix si nous voulions être en règle avec nos consciences, et pour moi, cela revient à ne pas avoir le choix du tout. Cependant, nous pouvions choisir de quelle façon nous leur viendrions en aide. Le gouvernement aurait pu décider d'accueillir et d'aider un nombre arbitraire de réfugiés; c'est apparemment l'option que préférait le nouveau chef de l'opposition. Mais nous savions que la détresse de ces malheureux avait ému les Canadiens. Nous savions que d'un océan à l'autre des milliers de Canadiens s'étaient déjà mis en quête d'un moyen de les aider. C'est parce que nous savions cela et parce que nous sommes vraiment sincères quand nous affirmons que nous voulons accroître la participation des citoyens aux affaires publiques que nous avons conçu le programme de cette façon. Le gouvernement parraine un réfugié pour chaque réfugié parrainé par un citoyen. Non seulement cela donne aux Canadiens l'occasion de satisfaire leur désir d'aider directement les personnes qui se trouvent dans cette

situation tragique, mais cela leur permet également de déterminer le nombre total de réfugiés qui seront autorisés à venir ici.

C'est un programme de collaboration entre les citoyens et le gouvernement. Monsieur Trudeau a dit que c'était une façon de se dérober; je suppose qu'il a quelque peine à croire en la sagesse et en la générosité du peuple canadien après le vote du 22 mai. Le NPD a lui aussi déversé sur le programme le fiel qu'on lui connaît. Mais à mon avis, c'est tout le contraire d'une dérobade. C'est une façon d'amener les habitants de ce pays à s'associer à leur gouvernement sur une question qui les touche d'éminemment près.

Nous avons l'intention de continuer comme nous avons commencé.

Les droits de la personne et les questions humanitaires retiennent beaucoup l'attention du public, mais n'occupent qu'une fraction du temps du ministère des Affaires extérieures. Par ailleurs, ce sont les questions pratiques qui sont notre pain quotidien.

Nous croyons fermement que le gouvernement doit appuyer les efforts que déploient les hommes d'affaires canadiens pour élargir nos débouchés à l'étranger. Tout programme de commercialisation repose sur une information précise sur le produit, l'acheteur, la vente. Le gouvernement dispose évidemment de nombreuses sources d'information -- nos ambassades à l'étranger consacrent d'ailleurs beaucoup de temps à recueillir des faits susceptibles d'intéresser commercialement le Canada -- mais je ne suis nullement convaincue que nous obtenons toujours les bons renseignements ou que nous utilisons toujours les bonnes sources. Je ne suis pas non plus convaincue que nous faisons la meilleure utilisation de l'information obtenue.

Ici encore, nous demandons l'avis et l'aide des personnes intéressées. Vous savez que nous convoquerons cette année une conférence économique nationale en vue de tenter de régler les problèmes de l'économie canadienne. Lorsqu'ils convoquaient une conférence économique, nos prédécesseurs s'asseyaient avec les gouvernements provinciaux pour établir leurs responsabilités respectives. Mais la prochaine conférence englobera des représentants du monde des affaires et des syndicats, c'est-à-dire de ces gens qui font vraiment marcher l'économie. Certains considéreront peut-être cela comme une idée révolutionnaire; pour nous, ce n'est que le simple bon sens.

L'information jouera évidemment un rôle important dans tout le processus. J'espère notamment que les participants à la conférence pourront me dire comment mon ministère peut mieux informer les hommes d'affaires et les aider plus efficacement à l'étranger.

Nos relations avec les pays en bordure du Pacifique - y compris l'ouest des États-Unis - sont l'un des aspects de notre politique étrangère auxquels le Premier ministre et moi-même nous intéressons particulièrement. Nous sommes convaincus que nous avons à peine commencé à tirer avantage des possibilités commerciales que cette région du monde peut nous offrir.

Comme vous le savez probablement, le Premier ministre a annoncé qu'il avait demandé à Pat Carney, de Vancouver, de préparer des suggestions visant à permettre au secteur privé de participer plus activement à l'élaboration de politiques concernant le commerce dans la région en bordure du Pacifique. Elle cherchera à rassembler les intéressés pour tenter d'identifier des éléments qui pourraient promouvoir les échanges. Nous disposons déjà d'une bonne base de connaissances car nos exportateurs commercent avec cette région depuis de nombreuses années. Mais nous n'avons encore aucun moyen de transmettre cette information, et aucun moyen de tirer profit des erreurs que certains d'entre nous peuvent avoir commises ou des succès que peuvent avoir eu des hommes d'affaires étrangers.

Nous ne savons pas encore quels seront les mécanismes à appliquer, et c'est justement pourquoi nous avons retenu les services de Pat. Mais nous sommes convaincus que ce sera le début d'un processus qui appellera une nouvelle participation des secteurs public et privé à un domaine de possibilités qui revêt une grande importance pour chacun de nous.

Il y a également d'autres domaines où nous prévoyons une participation accrue du public aux politiques gouvernementales. Nous entendons réactiver le Comité parlementaire sur les affaires extérieures et la défense nationale. Ses membres étudieront toute une gamme de sujets, et des audiences publiques donneront à toute personne intéressée la possibilité de se faire entendre et d'enrichir la réflexion que mène le gouvernement.

Nous avons déjà prouvé que nous sommes sincèrement intéressés à travailler étroitement avec les provinces chaque fois que les deux paliers de gouvernement ont des intérêts

dans le même domaine. Aujourd'hui d'ailleurs, chaque gouvernement provincial reconnaît l'importance qu'il doit accorder aux échanges internationaux. Nombre de provinces, comme la Colombie-Britannique, maintiennent des missions à l'étranger depuis des années. En tant qu'émanations de la volonté populaire, je crois fermement que ces gouvernements doivent également pouvoir participer aux questions de politique qui relèvent de ma juridiction. Ainsi, le gouvernement fédéral recherche et découvre de nouvelles façons de favoriser davantage la participation de la population. Mais il y a également des initiatives que vous pouvez prendre en tant que simples citoyens. Vous ne devriez pas attendre que le gouvernement vous offre des possibilités.

Par exemple, le programme de conférences de ce cercle accorde-t-il suffisamment d'importance aux questions internationales auxquelles le Canada se trouve mêlé? Vous intéressez-vous par exemple autant que vous le pourriez à nos échanges avec la Chine et le Japon ou à l'Association canadienne pour l'Amérique latine, et en tirez-vous tous les avantages possibles? Faites-vous de votre mieux pour faire connaître vos points de vue?

Sur ce dernier point, je ne pourrais trop souligner l'importance d'une correspondance avec votre député. Le courrier est le moyen le plus efficace dont disposent les députés - et les ministres - pour savoir ce que pensent les gens. Sans notre courrier, nous travaillerions dans le noir. Écrivez-nous donc. Un politicien est censé avoir ce que l'on appelle l'instinct politique. Mais nous ne sommes pas des télépathes. Je peux vous assurer que l'on vous répondra promptement dès que nous aurons mis de l'ordre au ministère des Postes.

Permettez-moi de terminer avec une réflexion. La prochaine fois que le gouvernement vous semblera faire quelque chose dans un domaine qui vous tient bien à coeur, demandez-vous comment vous pourriez influencer ses décisions. Votre participation peut se faire de bien des manières. J'aimerais que vous nous fassiez connaître vos vues, car cela rendra mon travail beaucoup plus facile. Mais je ne dis pas cela seulement parce que j'aimerais obtenir plus d'aide. Je le dis parce que je crois sincèrement que c'est la meilleure façon de nous doter d'un gouvernement qui répond réellement à nos attentes.

Je vous remercie.